



Un périmètre de sécurité a été dressé dès hier matin aux abords du centre. PHOTO JEAN VERGES

## Le possible centre d'accueil pris pour cible

**ARÈS (33)** Deux départs de feu criminels ont eu lieu au possible centre d'accueil des migrants

Le site qui pourrait être choisi comme centre d'accueil et d'orientation (CAO) des migrants dans la commune d'Arès, en Gironde, a été endommagé par le feu dans la nuit de jeudi à vendredi. Le portail extérieur et la porte d'entrée principale de ce centre de vacances d'EDF, qui se trouve à une encablure du bassin d'Arcachon, ont été brûlés.

Sur place, des traces d'hydrocarbures ont été retrouvées par les gendarmes, lors des premières constatations faites hier matin. Une enquête a été ouverte, et un périmètre de sécurité a été aussitôt dressé, tenant les curieux éloignés. Et avec eux la rumeur qui avait enflé et selon laquelle « les migrants sont arrivés ». Affirmation formellement démentie hier par le maire divers droite de la commune, Jean-Guy Perrière.

### Le Conseil municipal opposé

« Il y a des ouvriers en ce moment sur des chantiers. Ils n'ont pas le look de la population locale et ont dû être pris pour des migrants », explique un Arésien, illustrant par ses propos l'état d'esprit qui règne depuis près d'un mois dans cette commune balnéaire et touristique de 6 000 habitants.

Le 23 septembre dernier, le Conseil municipal d'Arès se prononçait en effet contre l'accueil de migrants dans la commune. Une délibération prise à la majorité, les élus de l'opposition de gauche la rejetant, et qui faisait écho à la visite, quelques jours plus tôt, du préfet à Arès.

### DES PRÉCÉDENTS

**FORGES-LES-BAINS (ESSONNE)** Début septembre, un centre destiné à l'accueil de migrants avait été incendié. Sans blessés.

**MONTPELLIER (HÉRAULT)** Des militants identitaires ont érigé un mur devant le futur centre d'accueil, dans la nuit du 29 au 30 septembre.

**SAINT-BREVIN-LES-PINS (44).** Le 4 octobre, des coups de feu ont été tirés sur les bales vitrées du bâtiment qui devait accueillir 70 migrants. Aucun blessé n'a été à déplorer.

### Un précédent à Saint-Magne

Pierre Dartout avait alors évoqué la possibilité d'un accueil d'une cinquantaine d'hommes seuls sur le site de la caisse centrale d'activité sociale d'EDF, dans le cadre du relogement des migrants après le démantèlement de la « jungle » de Calais. Cette visite avait aussitôt suscité une levée de boucliers. Le député-maire Les Républicains d'Arcachon, Yves Foulon, affirmant son opposition à cet accueil. Des tracts appelant à une « manifestation hostile » de la population étaient distribués. D'autres arguant un impact négatif sur le tourisme. D'autres prenant des positions nettement plus extrêmes.

Une situation qui, en janvier dernier, avait agité de manière identique une autre commune du bassin d'Arcachon, Saint-Magne, dans le val de l'Eyre, où l'annexe du centre hospitalier de Cadillac avait été pressentie. Le maire de cette commune rurale de 1 000 habitants, Brigitte Octon, avait elle aussi réuni son Conseil pour se prononcer contre l'accueil de migrants, mettant en avant le caractère isolé du site et la taille de sa commune.

### Deux pétitions circulent

À Arès aussi l'identité locale a été mise en avant. Une identité qui se trouve aujourd'hui divisée par ceux qui défendent et rejettent le projet à coups de pétitions. A savoir le collectif Accueil solidaire, formé après le vote du Conseil municipal et qui prône un « accueil digne et humaniste », et le groupe Les Arésiens, qui dit « Non à la venue des migrants à Arès et sur le bassin d'Arcachon ».

Le tout sur fond d'incertitude puisque Pierre Dartout l'a réaffirmé hier : « Rien n'est encore décidé, et si Arès est retenu, il s'agira de l'accueil sécurisé d'une trentaine de personnes. » Un chiffre revu donc à la baisse. Toutefois, le préfet n'a pas manqué de condamner vivement les actes perpétrés sur le site, réaffirmant tout aussi fermement l'engagement des services de l'État « pour contribuer, dans le cadre de la politique mise en œuvre par le gouvernement, à l'accueil des migrants de Calais ».

Sabine Menet